



Réchauffement climatique : nos vies avant leurs profits !

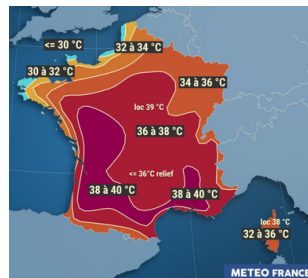
Un épisode caniculaire intense s'étend sur tout le pays et Météo France a placé l'essentiel des départements en vigilance orange, avec des pics de température pouvant dépasser les 40 °C. L'urgence climatique se rappelle à nous, avec toute la violence des inégalités qui gangrènent la société capitaliste.

Les riches détruisent la planète

Le changement climatique n'est pas une simple vue de l'esprit, il est mesuré avec précision. Ainsi, en France, le réchauffement a atteint 2,2 °C sur les dix dernières années. Des phénomènes de plus en plus extrêmes accompagnent cette hausse des températures : sécheresses, inondations... Les populations les plus pauvres sont les plus exposées à ces catastrophes, car elles n'ont aucun moyen d'y faire face. Alors que 2024 est l'année la plus chaude jamais enregistrée, la seule préoccupation des dirigeants de ce monde est d'aller... droit dans le mur. Le retour au pouvoir de Trump aux États-Unis donne le ton : même le « greenwashing », cette publicité mensongère qui consiste à se repeindre en vert, semble passé de mode. Avec son slogan « Drill baby, drill! » (« Forez, les gars, forez ! »), c'est l'exploitation et le business d'abord.

Mais le gouvernement français et l'ensemble des pays européens s'engouffrent aussi dans cette voie. En France, en pleine canicule, les députés votaient pour remettre aux calendes grecques le développement des

énergies renouvelables. Il y a certainement la clim' au Parlement ! De même, ils s'apprêtent à voter la loi Duplomb, visant à faciliter l'agrandissement des élevages industriels, multiplier les mégabassines, réautoriser des insecticides dangereux, et on en passe. À l'échelle européenne, c'est la France qui remet en cause l'objectif de 90 % d'émissions de CO₂ en moins en 2040. Elle aura sans aucun doute gain de cause, puisque la nouvelle priorité des gouvernements européens semble être la hausse des dépenses militaires, au détriment de tout le reste.



Il fait trop chaud pour travailler...

Dernièrement, le gouvernement Macron a suspendu les subventions aux rénovations d'ampleur par le dispositif MaPrimeRénov' alors que de nombreux logements restent des passoires thermiques, tout particulièrement dans le parc HLM. D'après la Fondation pour le logement (ex-Fondation Abbé-Pierre), 37 % des ménages modestes déclarent souffrir de la chaleur dans leur logement contre 20 % des ménages plus aisés. Après avoir passé des nuits éprouvantes, il faut encore aller travailler : en dépit de l'alerte orange, qui indique un danger

potentiel élevé, l'économie devrait continuer à tourner comme si de rien n'était. C'est pour cela que Borne, ministre de l'Éducation, a annoncé que les écoles resteraient ouvertes. Même si le bâti scolaire n'est absolument pas adapté, les enfants doivent être accueillis... pour que les parents puissent aller travailler, dans des conditions là non plus pas du tout adaptées.

L'été dernier, sept accidents mortels au travail ont été reconnus comme liés à la chaleur. Entre 2018 et 2023, ce sont au moins quarante-huit travailleurs qui ont été victimes d'un accident mortel lié à la chaleur, un chiffre probablement sous-estimé, de l'aveu même de Santé publique France. Chantiers, travaux agricoles... certains secteurs sont particulièrement exposés. Un décret entre en vigueur le 1^{er} juillet pour préciser les obligations des employeurs en matière de prévention des risques lors des épisodes de chaleur intense : horaires pouvant être modulés, eau fraîche disponible, locaux maintenus à une température adaptée... Tout reste très vague, principalement les températures concernées !

Au même moment, nous devrions nous résigner à vivre dans des bouilloires thermiques et à travailler coûte que coûte en pleine fournaise. Pas question de se laisser faire ! À nous de faire respecter nos droits pour ne pas nous mettre en danger, et le plus collectivement possible sera le mieux. En attendant de se débarrasser du capitalisme !



Direction des Études IDF : Une réorganisation indigeste

La direction des Études a annoncé vouloir profiter du déménagement des pôles études à Saint-Denis pour réorganiser les équipes. Avec le flex office imposé unilatéralement à tous, l'allongement du trajet de 30min à 1h, et l'absence de garantie sur l'ouverture d'une cantine sur site, cela fait beaucoup de changements avec effet immédiat dès l'arrivée. Autant de raisons de ne pas laisser la direction passer son projet au rabais, et de, par tous les moyens possibles, y compris la grève, exiger un meilleur avenir !

Les coûts de la concurrence

A vos caleuses : 14 lots ferroviaires sont prévus d'être soumis à appel d'offre d'ici 2040, 18 lignes de métro, une dizaine de lignes de tram, 39 lots de bus de grande couronne et 13 dans Paris et sa petite couronne, soit la bagatelle de 84 lots et appels d'offre, uniquement pour la région parisienne.

Si sur chaque lot, deux entreprises candidatent à minima et mettent pour ce faire 2 millions d'euros (soyons gentils...), à combien monte la somme d'argent gâché ? = plusieurs centaines de millions d'euros engloutis dans un travail absurde et improductif,

alors que le sous-effectif m'engrène bien des services et et que l'Etat organise une pénurie de moyens pour entretenir correctement l'intégralité des réseaux et des matériels roulants.



Numéro 37

Révolutionnaires
un journal par et pour
les travailleurs !

À se procurer pour 2€
auprès de nos diffuseurs



<https://npa-revolutionnaires.org/>

Villeneuve Demain : la privatisation en marche

Le lancement en grandes pompes du chantier de modernisation du Technicentre de Villeneuve (PSE) s'est accompagné d'une communication interne assourdissante. Quoi de mieux en effet qu'un chantier en conception réalisation confié à un major du BTP qui en récupère la maintenance pendant 15ans.. au détriment de SNCF Réseau. Un atelier tout beau tout neuf qui bénéficiera aux futurs opérateurs des lignes D et R prochainement ouvertes à la concurrence, chère à Péresse and co.

Notre santé avant leurs profits

Entre une climatisation défaillante dans les bureaux et quelques mesures dérisoires en gare, nos conditions de travail deviennent vite invivables avec cette chaleur accablante. Face au dérèglement climatique, ce sont bien les travailleurs qui sont en première ligne.

Et ce ne sont pas les promesses inapplicables de la direction qui vont faire baisser le thermomètre.

L'arrêt de toute activité au-delà d'un certain seuil de température : voilà une mesure à discuter tous ensemble. Et ce n'est pas une faveur à demander, mais une exigence à imposer collectivement.